



1983, n°s 1131/1132

Drapeaux des pays d'Amérique du Sud libérés *Statue équestre de Simón Bolívar*

À l'apogée de sa carrière, Bolívar convoque pour l'été de 1826 un grand congrès à Panamá, en vue de former une confédération des pays d'Amérique latine autrefois espagnols. Mais c'est l'échec : le Brésil, l'Argentine et le Chili déclinent l'invitation, et le congrès de Panamá se termine par quelques belles paroles, mais sans résultats tangibles.



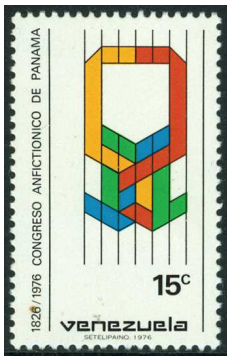


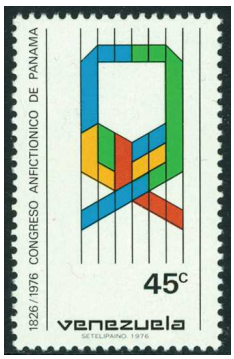


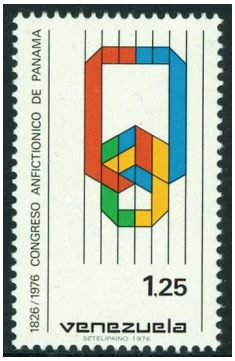


Panamá, 1976, n° 598 & P.A. n°s 516/518

150e anniversaire du congrès de Panamá







1976, n°s 990/992

150e anniversaire du congrès de Panamá



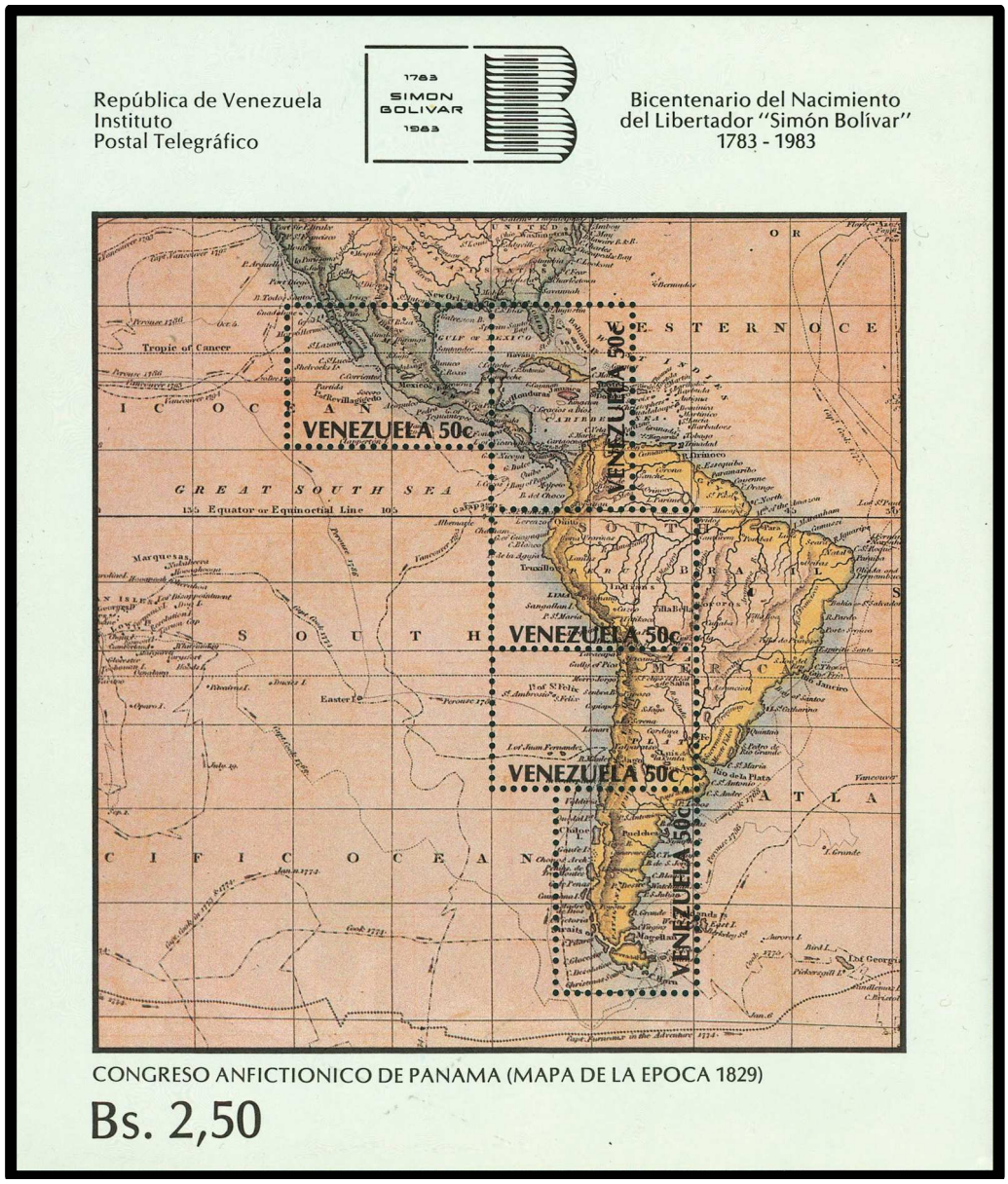


1984, n°s 1154/1155

Convocation du congrès de Panamá, en 1826

Pedro José Gual, politicien et diplomate *José Faustino Sánchez Carrión, journaliste péruvien*

Deux diplomates qui soutinrent activement Bolívar dans les relations internationales



1984, bloc 30
Le congrès de Panamá. Carte de1829 de l'Amérique du Sud

Le mandat de Bolívar en tant que président-dictateur du Pérou prenant fin en 1827, il s'attaque alors à l'amélioration de l'administration, de la justice et de l'instruction en Grande Colombie. Il s'occupe surtout à rehausser le niveau de l'université de Caracas.





1984, n°s 1152/1153
Le nouveau statut pour l'université de Caracas
Le livre "Opere" de Raimondo Montecuccoli, don de Bolívar à l'université
José María Vargas, recteur



1984, bloc 29

"L'art, la science et l'éducation", fresque à l'université de Caracas. Oeuvre de Héctor Poleo

Mais sur le plan politique, l'existence de la Grande Colombie est de plus en plus menacée, suite au mécontentement croissant du Venezuela et de l'Équateur. Ces deux territoires s'estiment insuffisamment représentés à Bogotá, et manifestent de plus en plus leur volonté de sécession.



1969, n° 796
La Grande Colombie

Voulant à tout prix éviter que la Grande Colombie se désagrège, Bolívar convoque en avril 1828 une convention, dans l'espoir de faire triompher son point de vue, qu'un pouvoir fort et centralisé est la seule réponse pour éviter les sécessions. Il se heurte à Santander, qui défend une conception fédéraliste.

Sentant le danger, Bolívar essaie de reprendre les choses en main. En juin 1828, il dissout la convention, et le 17 août 1828, il s'arroge tous les pouvoirs et se proclame dictateur de Colombie. Dans la nuit du 25 septembre 1828, il échappe de justesse à un attentat, où il voit plusieurs de ses anciens compagnons se retourner contre lui. La répression du Libertador ne se fait pas attendre :

- José Maria Córdova entre en rébellion armée et meurt au combat contre Bolívar le 17 octobre 1829.
- L'amiral Padilla, le vainqueur du lac Maracaibo, est exécuté.
- Francisco de Paula Santander est condamné à l'exil en 1828. Il ne reviendra au pays qu'après la mort de Bolívar.
- José Antonio Páez manifeste son désir de faire du Venezuela un État indépendant.
- Antonio José de Sucre reste fidèle à Bolívar. Il doit combattre le Pérou, qui essaie d'annexer la Bolivie et l'Équateur. Il est assassiné le 4 juin 1830.



1980, n° 1084
150e anniversaire de la mort d'Antonio José de Sucre



1914, F.P. n° 115
Antonio José de Sucre

Mais Bolívar, malgré tout son prestige, a perdu sa popularité, et il est de plus en plus miné par la tuberculose. Le 20 janvier 1830, Bolívar offre sa démission. Malade, décu et déprimé, il quitte la présidence le 4 mai 1830, et il meurt le 17 décembre 1830 à Santa Marta.

Il a vu dans ses derniers mois s'écrouler son rêve des "États-Unis d'Amérique latine" : le 13 janvier 1830, le Venezuela proclame son indépendance et José Antonio Páez en devient le premier président. Le 13 mai 1830, c'est au tour de l'Équateur de quitter la Grande Colombie. Et le 4 juin 1830, Sucre, un de rares à lui être resté fidèle, est assassiné.

Bolívar est mort déçu et désillusionné, mais il est entré dans l'histoire comme un des plus grands hommes que l'Amérique ait connu.







1930, n°s 158/160
100e anniversaire de la mort de Bolívar







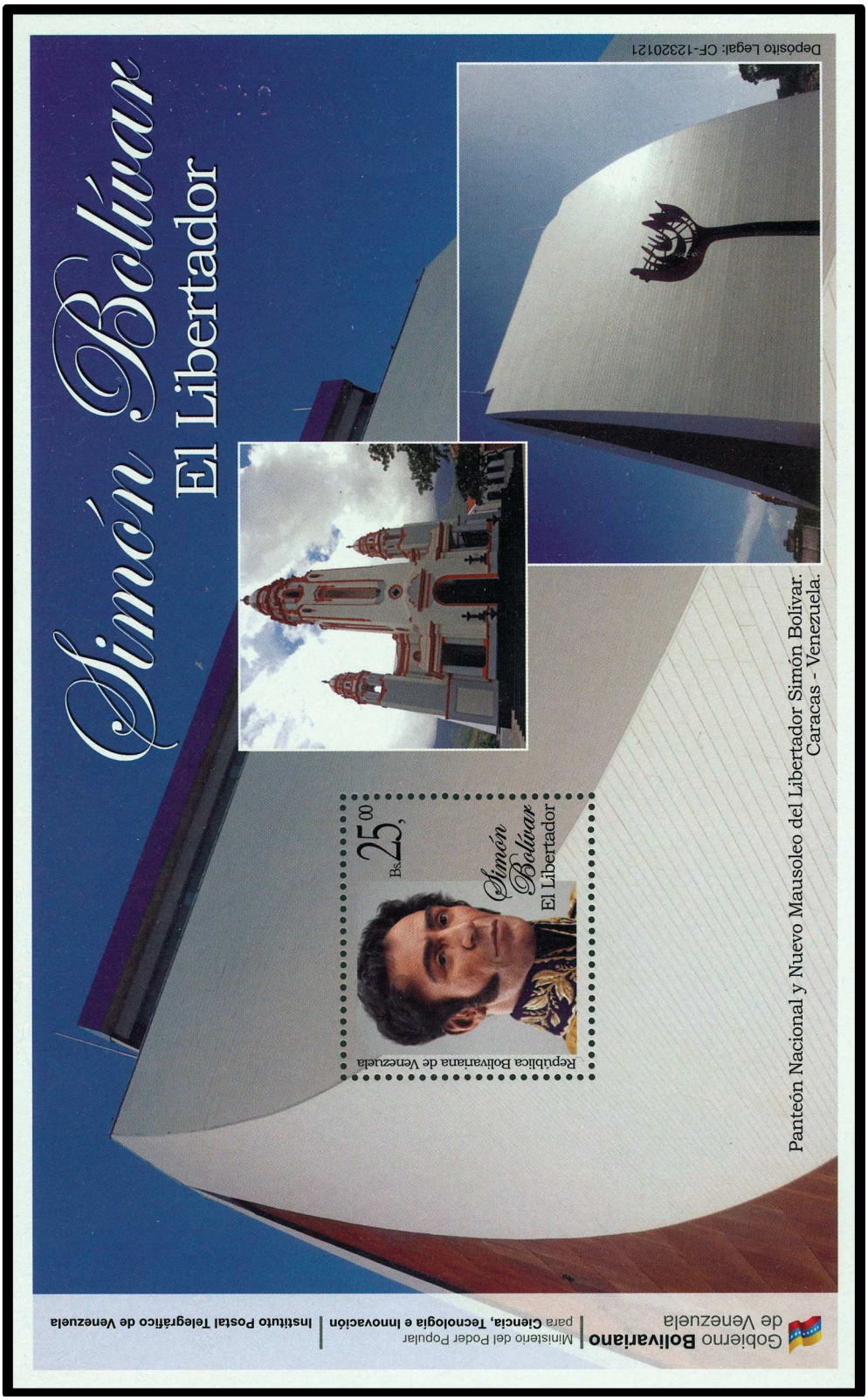
1940, n° 229 *1947, n° 263* *1948, n° 264*
Urne cinéraire et monument de Bolívar au Panthéon



1980, n° 1085
150e anniversaire de la mort de Bolívar



1940, n°233
Portrait équestre de Bolívar



2012, bloc 76
Le mausolée de Simón Bolívar, à Caracas

Bolívar est actuellemment considéré comme un demi-dieu au Venezuela. Pratiquement tous les timbres-poste d'usage courant et tous les timbres fiscaux-postaux, depuis 1880, sont à son effigie. Seul un petit échantillon de cet immense ensemble est représenté ici.





1911, n°s 129/130







1914, n°s 131/133























1924-1928, n°s 144/153

















1938, n°s 191, 193, 194, 197, 201, 103, 204 & 207



1976, n°s 968/984



1976, n°s 968A/977A



1983, n°s 1139/1141



1986, n°s 1248/1252



1987, n°s 1373A/1373J



1991, n°s 1552/1563



1966, P.A. n°s 895/906



1997, n°s 1888/1902



1993, n°s 1615, 1616, 1621 & 1994, n° 1697



1937, n° 185



1911, F.P. n° 116



1899, Rec. n° 1



1970, P.A. n°s 980/991

Tout au long de sa carrière militaire et politique, Bolívar a été très souvent mal secondé et contrecarré par ses lieutenants, et quelquefois même carrément trahi (Mariño, Páez, Piar, Santander, etc.). Il a cependant également pu compter sur le dévouement et la compétence de quelques grands administrateurs et diplomates, comme Urbaneja, Gual et Codazzi.

Diego Bautista Urbaneja (1782-1856) a occupé plusieurs postes ministériels dans la Grande Colombie (intérieur, justice, guerre, marine, finances, affaires étrangères). Il a été le vice-président du Congrès. Après la sécession du Venezuela, il s'y occupa surtout de l'organisation de la justice et fut plusieurs fois vice-président du pays.



1940-1949, n°s 222/226A, 270/271 & 273/274
Diego Bautista Urbaneja

Pedro Gual (1783-1862) a été le grand diplomate de la Grande Colombie, signant en 1824 un traité avantageux avec les États-Unis d'Amérique. Plus tard, il a exercé pendant trois très courtes périodes les fonctions de président du Venezuela (1858, 1859 et 1861).



1964, n°s 694/695 & P.A.n°s 805/806
Pedro Gual

Agustín Codazzi (1793-1859) est un géographe et cartographe qui a rendu de grands services à Bolívar en tant que cartographe militaire et maître tacticien.



1960, n°s 615/618 & P.A. n°s 707/712
Agustín Codazzi

Histoire et Philatélie

Deuxième partie :

Le Venezuela



I. de 1498 à 1810 : la domination espagnole

C'est Cristophe Colomb qui voit pour la première fois le littoral de ce qui est actuellement le Venezuela, en 1498, los de son troisième voyage. Il découvre l'île Margarita, qu'il nomme ainsi en l'honneur de l'infante Marguerite d'Autriche, la fille de la reine Isabelle la Catholique. Cette île jouera un rôle important dans l'histoire du pays, d'abord à cause de son incroyable richesse en huîtres perlières, excitant toutes les convoitises, ensuite à cause de son importance stratégique dans les guerres d'indépendance.



1893, n° 48
Découverte du Venezuela par Colomb
Il est cependant fort douteux que Colomb ait lui-même mis pied à terre !



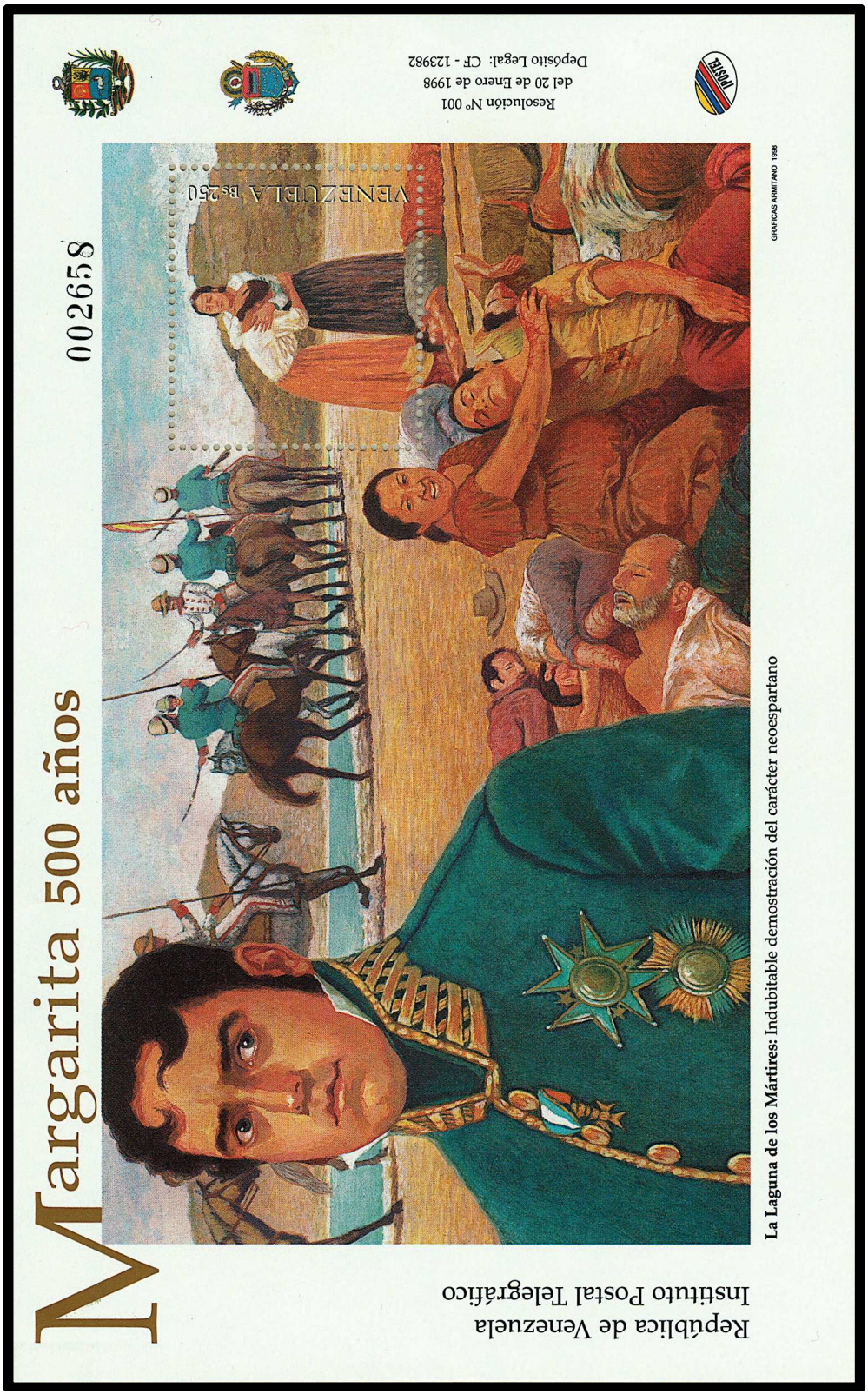


1949, n°s 295A/298 & P.A. n°s 272/277
450e anniversaire de la découverte par Colomb de la côte vénézuélienne



1998, n°s 2062/2071
500e anniversaire de la découverte du Venezuela
Premier timbre : Christophe Colomb
Deuxième timbre : Juan de la Cosa
Sixième timbre : Alonso de Ojeda

1998, n°s1992/2001
500e anniversaire de la découverte de l'île Margarita
Deuxième timbre : Christophe Colomb
Troisième timbre : Simón Bolívar
Septième timbre : Santiago Mariño
Neuxième timbre : Juan Bautista Arismendi



1998, bloc 51
500e anniversaire de la découverte de l'île Margarita
Évocation du massacre des défenseurs locaux par les troupes espagnoles de Pablo Morillo en 1817

Colomb, ayant constaté que les eaux aux alentours de l'embouchure de l'Orénoque étaient plutôt douces, en conclut à juste titre qu'il s'agissait d'une terre ferme, qu'il croyait être une avancée des Indes. Le nom de "*Tierra firme*" a été longtemps employé pour englober tous les territoires des côtes septentrionales de l'Amérique.

Une exploration plus approfondie de cette "*Tierra firme*" est alors effectuée la même année par Alonso de Ojeda en 1499. Il a à son bord Juan de la Cosa, qui dessina la première carte du Nouveau Monde en 1500, ainsi que l'Italien Amerigo Vespucci. Celui-ci, contrairement à Colomb, est persuadé qu'il s'agit d'un nouveau continent, qu'il baptise d'après son propre prénom.



1998, n° 2072
Christophe Colomb et Amerigo Vespucci







1950, n°s 310/314 & P.A. n°s 310/315
450e anniversaire de la découverte du lac Maracaibo
Alonso de Ojeda

En voyant les huttes des indigènes bâties sur pilotis le long du littoral, Vespucci pensa aux habitations de Venise, et parla de "*Venezziola*", la petite Venise. Cele devint plus tard... Venezuela.

Une exploration plus détaillée des côtes a lieu deux ans plus tard, en 1501, par Rodrigo de Bastidas, toujours accompagné de Juan de la Cosa, mais aussi de Vasco Núñez de Balboa, le futur découvreur du Pacifique.

La conquête de l'intérieur est loin d'être facile : ces territoires n'ont jamais été le siège d'un grand empire structuré, comme celui des Aztèques au Mexique ou celui des Incas au Pérou. La région est nettement moins attrayante pour les *conquistadores* espagnols, car on y trouve beaucoup moins d'or, le climat y est malsain et l'accès en est difficile. Les indigènes, vivant en petites communautés gouvernées par un cacique, sont des maîtres de la tactique de la guérilla. Il y a quelque temps l'utopie de l'Eldorado, qui motive les *conquistadores*, mais ils doivent rapidement déchanter. Les seules véritables richesses sont les perles de l'île Margarita.

Il y a plusieurs tentatives de colonisation, de la part des Allemands – la famille allemande Welser avait reçu de Charles Quint le droit de coloniser le Venezuela – et des Espagnols. Dans leur avidité, souvent ils se combattent et s'entre-déchirent. Ce manque de collaboration favorise la résistance des indigènes, qui détruisent systématiquement les établissements de ces nouveaux venus.

Le plus bel exemple de cette évolution est la ville de Maracaibo, établie à l'entrée du lac du même nom. Cette ville a connu trois "fondations" !



1969, P.A. n°s 971/976
400e anniversaire de la fondation de Maracaibo
Le premier timbre représente les trois fondateurs successifs :
Ambrosius Ehinger (1529), Alonso Pacheco (1569) et Pedro Maldonado (1574)

Le premier établissement y date de 1529. C'est l'oeuvre de l'Allemand Ambrosius Ehinger (également nommé Alfinger). Devant la menace des indigènes, la cité est déjà abandonnée en 1535. Il faut attendre 1569 pour voir la deuxième fondation, par l'Espagnol Alonso Pacheco. Le nouvel établissement doit cependant être à nouveau rapidement évacué, et la fondation définitive n'a lieu qu'en 1574, par Pedro Maldonado.

La fondation de Caracas est également très tardive : il faut attendre 1555 avant de voir Francisco Fajardo, un métis originaire de l'île Margarita, essayer d'y prendre pied. Mais toutes ses tentatives de s'y installer échouent, et il doit retourner dans son île en 1558. Et ce n'est finalement qu'en 1567 que Diego de Losada parvient à créer un établissement qu'il appelle *Santiago de León de Caracas*, la future ville de Caracas.



1967, blocs 12 & 13

Le cacique Guaicaipuro *Francisco Fajardo*

400e anniversaire de la ville de Caracas



Le palais des Académies



Le cacique Guaicaipuro



Le ciel de Caracas



Francisco Fajardo



Le temple de S. Teresa



Diego de Losada



Armes de Caracas



Le palais législatif fédéral



La cité universitaire



Le noeud routier “El Pulpo”



Plan de 1578



La Plaza Mayor

1967, P.A. n°s 910/922

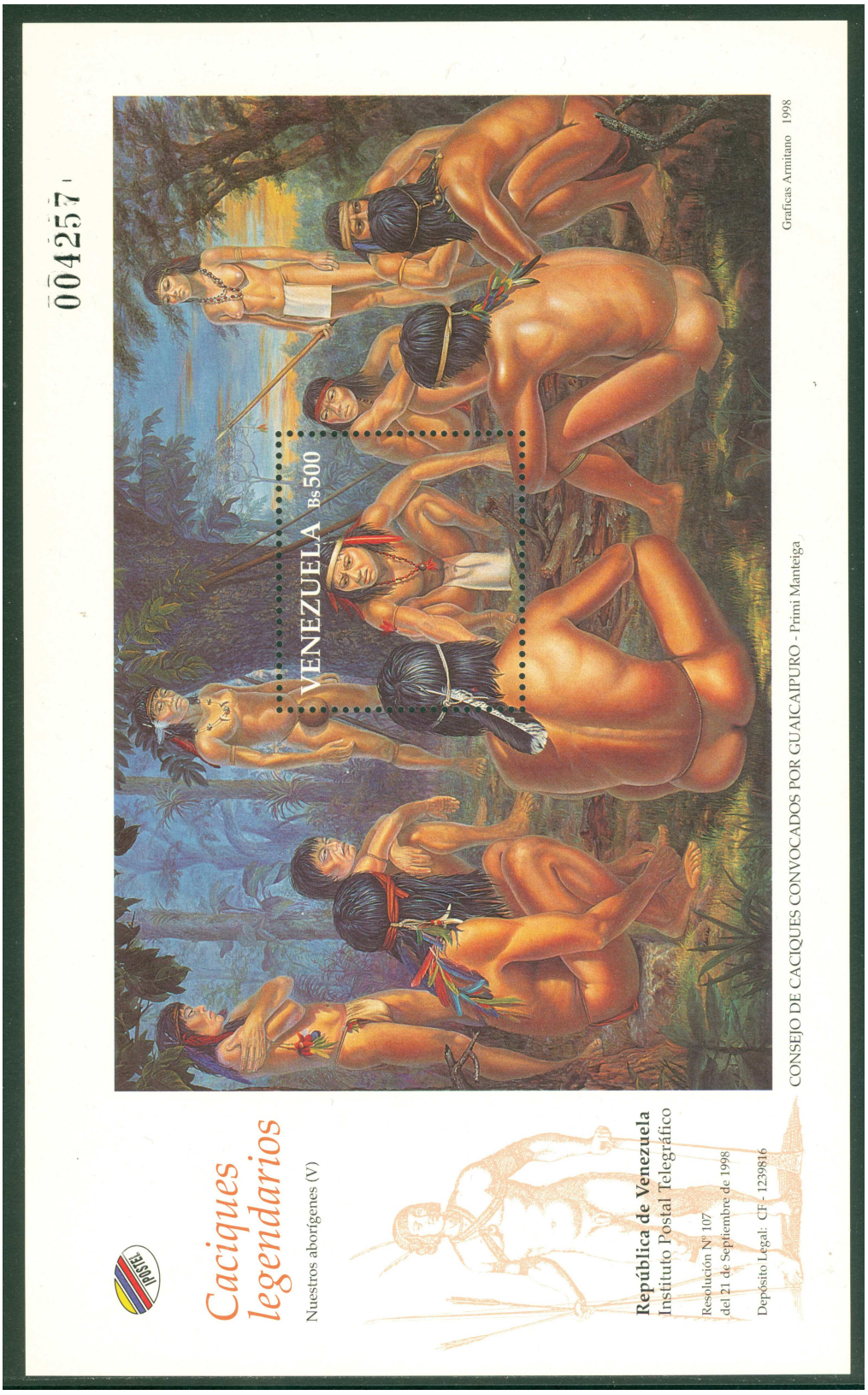
400e anniversaire de la ville de Caracas



L’avenue du Libertador

Le cacique qui donne le plus de fil à retordre aux colonisateurs espagnols est Guaicaipuro. Cacique des Indiens Teques, il parvient à former une coalition avec de nombreux autres caciques dans la région de Caracas.

À partir de 1561, il combat avec succès les Espagnols pendant plusieurs années, et ce n'est qu'en 1568, après la fondation de Caracas, que l'on parvient à le capturer et à le tuer.



1998, bloc 56
Conseil des caciques convoqués par Guaicaipuro



1987, n° 1348
La mort de Guaicaipuro

La majeure partie de tous ces nouveaux territoires du Venezuela dépendent de l'Audience de Santo Domingo. En 1550 est installée une nouvelle Audience à Santa Fé de Bogotá, qui prend le nom de Nouvelle-Grenade, et qui, après la guerre d'indépendance, formera la base de la Colombie et de l'Équateur.

Mais la métropole espagnole ne manifeste qu'un intérêt fort mitigé pour le Venezuela, singulièrement dépourvu de métaux précieux. En plus, les côtes et les îles sont régulièrement attaquées et dévastées par les Hollandais et les Anglais, ainsi que par les pirates, attirés par les richesses perlières, qui finissent cependant rapidement par s'épuiser.

Ce n'est qu'en 1567 que le gouverneur Juan de Pimentel établit sa résidence à Caracas, conférant ainsi à la ville le statut de capitale du Venezuela, et en 1637, Caracas devient le siège du diocèse.

À partir de 1620, un produit dont la métropole raffole va transformer pendant près de deux siècles les structures économiques et sociales du pays : le cacao. Les fèves de cacao sont initialement utilisées par les indigènes dans le commerce de troc, mais la demande de plus en plus forte conduit rapidement à des situations de travaux forcés.



1987, n° 1347
Le commerce avec les Indiens

Les colons espagnols comprennent rapidement que la richesse est possible grâce à la culture du cacao. Le système de l'*encomienda* y est créé, comme il était d'ailleurs déjà appliqué dans tout l'empire colonial espagnol. Il s'agit de regrouper les indigènes sous l'autorité des colons, qui ont mission de leur apporter "les bienfaits de la civilisation et de la religion". En contrepartie de ces "bienfaits", on demande aux indigènes de travailler sans rétribution dans les champs. Inutile de dire que ce système ouvre la porte à tous les excès, suite à la cruauté et l'avidité des colons, et il est normal que la population indigène disparaît presque entièrement en quelques décennies.

Les causes de cette disparition rapide et presque totale des premiers habitants sont multiples : outre les mauvais traitements et la surcharge de travail forcé déjà cités, il y a les maladies importées d'Europe, mais aussi un important métissage : les Indiennes employées au service des Espagnols suppléent au manque de femmes parmi les colons.

Une autre conséquence de ce dépeuplement est un rapide manque de main-d'oeuvre, qu'il faut, dès la fin du 16e siècle, compenser par l'arrivée d'esclaves africains. Paradoxalement, les esclaves noirs sont mieux traités que les indigènes, parce qu'ils coûtent plus cher !

L'Église officielle choisit le camp des "Espagnols chrétiens, venant évangéliser les indigènes", mais quelques missionnaires, d'abord des franciscains et des dominicains, ensuite des jésuites, s'insurgent contre les abus. Le plus célèbre au Venezuela est le dominicain Bartolomé de las Casas, le grand défenseur et protecteur des Indiens locaux.



Vatican, 1992, n° 922
Bartolomé de las Casas

En 1728, le roi d'Espagne Philippe V crée la *Real Compañía Guipuzcoana*, à qui il donne le monopole des importations des matières premières du Venezuela. L'objectif est de mettre fin au trafic de cacao organisé par les marchands hollandais au départ de Curaçao. Cette compagnie rend l'économie locale florissante, surtout grâce aux travaux forcés des esclaves noirs. La couronne met fin à son existence en 1785.

Entretemps, la vice-royauté de la Nouvelle-Grenade est créée en 1717, et rétablie en 1739 après une courte interruption. Cette vice-royauté englobait les États actuels de la Colombie, de l' Équateur et du Venezuela. Mais en 1777, à la demande des élites locales, le roi Charles III d'Espagne crée la *Capitainerie générale du Venezuela*. Bien que dépendant toujours de l'Audience de la Nouvelle-Grenade, cette nouvelle institution donne quand même une large autonomie au Venezuela.

Cette Capitainerie générale comprend les territoires actuels du Venezuela et de l'île Trinidad. Cette île est cependant conquise par les Anglais en 1797.





1978, n°s 1026/1027
200e anniversaire de la Capitainerie générale du Venezuela.
Effigie du roi d'Espagne Charles III.

La fin du 18e siècle voit les premières insurrections sérieuses se développer au Venezuela. La première, en 1795, est celle du métis José Leonardo Chirino. Inspiré par les révoltes des Noirs à Saint-Domingue et par les idées de la Révolution française, il mène une campagne contre les Blancs, prônant la création d'une république indépendante et l'abolition de l'esclavage. Il est exécuté en 1796.



1995, n°s 1766/1767
200e anniversaire de l'insurrection de José Leonardo Chirino

La deuxième insurrection, en 1797, est l'oeuvre de Blancs : le capitaine Manuel Gual et le juge José María España. En 1797, il font proclamer un texte, demandant l'émancipation de l'Espagne, l'institution d'un système républicain, l'abolition de l'esclavage et la liberté de commerce. Gual parvient à fuir et meurt en 1800, tandis qu'España est arrêté et exécuté en 1799.



Manuel Gual



José María España



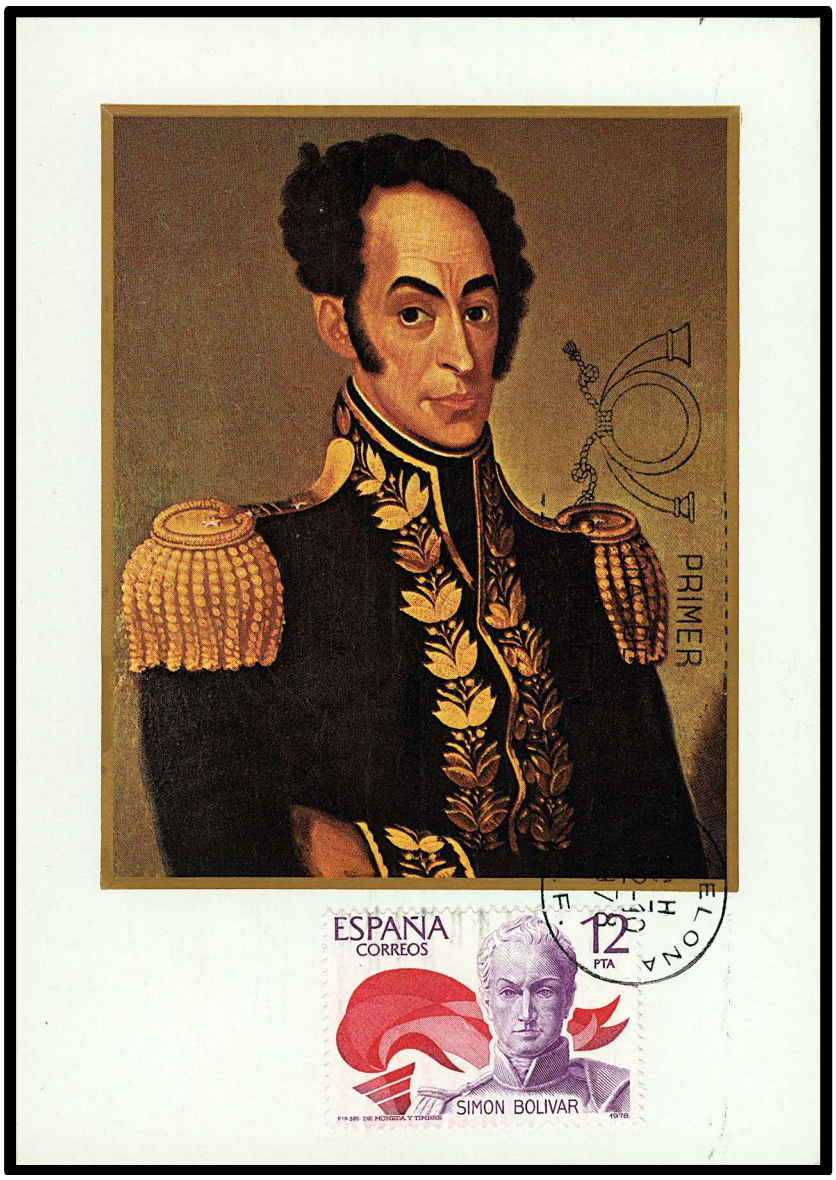




1997, n°s 1903/1907
200e anniversaire de la conspiration de Manuel Gual et de José María España

II. La guerre d'indépendance (1810-1830)

Ces premières insurrections pour libérer le Venezuela de l'emprise espganole sont un échec, de même que les premières tentatives de débarquement de Francisco de Miranda, qui essaie vainement pendant de longues années de trouver en Europe un soutien efficace en hommes, en argent et en armement. Mais le grand homme de la guerre d'indépendance sera Simón Bolívar. La guerre d'indépendance, de 1810 à 1830, est entièrement développée dans la <u>première partie, consacrée à la biographie du *Libertador*.</u>



III. Vers le Venezuela moderne (1830-...)

C'est à partir de 1826 que José Antonio Páez commence à manifester son désir de sécession de la Grande Colombie et sa volonté de faire du Venezuela un État indépendant. Dans une ulime tentative de sauver son projet d'une grande fédération des États de l'Amérique du Sud, Bolívar se rend une dernière fois au Venezuela. Se montrant plus que conciliant, il parvient à un accord avec Páez, mais cet accord est très mal perçu par Santander à Bogotá.

La suite a été racontée : miné par la tuberculose, Bolívar offre sa démission. Malade, décu et déprimé, il quitte la présidence le 4 mai 1830, et il meurt le 17 décembre 1830 à Santa Marta.

Il a vu dans ses derniers mois s'écrouler son rêve des "États-Unis d'Amérique latine" : le 13 janvier 1830, le Venezuela proclame son indépendance et José Antonio Páez en devient le premier président, à titre provisoire.



1973, n°s 877/880 & 894
100e anniversaire de la mort de José Antonio Páez

Le congrès de la jeune république se réunit à Valencia, et promulgue une nouvelle constitution en septembre 1830. C'est une constitution qui place une grande partie du pouvoir exécutif entre les mains du président, qui ne peut cependant pas exercer deux mandats successifs.

Páez, officiellement élu en 1831, commence par mettre en place les structures gouvernementales. Il se base surtout sur les grands propriétaires et les officiers supérieurs de l'armée, qui forment la base du parti conservateur.

En 1835, en réaction contre la trop grande part prise par les chefs militaires dans le gouvernement du pays, c'est un civil qui est élu à la présidence : l'ancien recteur de l'université de Caracas, José María Vargas.





1911, F.P. n° 108
José María Vargas

1986, n°s 1204/1203
200e anniversaire de la naissance de José María Vargas

Vargas doit lutter contre les militaires, menés par Pedro Carujo et l'incorrigible conspirateur Santiago Mariño. Dégoûté, il cède en 1836 la présidence au général Carlos Soublette. De 1839 à 1843, Páez remplit son deuxième mandat de président, et de 1843 à 1847, c'est de nouveau Soublette.

Páez et Soublette sont cependant confrontés à la crise économique, qui engendre la création en 1840 d'un nouveau parti politique : le parti libéral, qui s'oppose au parti conservateur. Le grand leader de ce parti libéral est Antonio Leocadio Guzmán.

En 1846 a lieu la rébellion du général Ezequiel Zamora, qui mène les paysans dans un soulèvement contre les "godos", c'est-à-dire les grands propriétaires terriens conservateurs. Battu, il est condamné à mort, mais sera gracié par une mesure présidentielle, et il jouera encore un grand rôle dans les années suivantes, à la tête de l'armée.



1994, n° 1693
Ezequiel Zamora



2017, n° 3121
Ezequiel Zamora

De 1847 à 1851, c'est de nouveau un militaire qui est élu à la présidence, sous l'étiquette libérale : José Tadeo Monagas. Bien qu'élu avec le soutien de Páez, il essaie en 1848 d'éliminer le congrès et de gouverner en véritable dictateur. Cela engendre une véritable guerre civile, menée par Páez, qui est battu et condamné à l'exil.

Dans cette guerre civile, Santos Michelena, qui avait été pendant les premières années de la république un excellent ministre des finances et des relations extérieures, trouve la mort.



1949, P.A. n°s 266/271
Santos Michelena, ministre des finances et des relations extérieures



1949, n°s 292/295
Santos Michelena, ministre des finances et des relations extérieures

José Tadeo Monagas parvient en 1851 à faire élire son frère José Gregorio Monagas, qui est président de 1851 à 1855, avant de reprendre lui-même la présidence en 1855.

José Gregorio Monagas est surtout célèbre pour avoir promulgué en 1854 l'abolition de l'esclavage.



1995, n°s 1764/1765
Abolition de l'esclavage en 1854 par José Gregorio Monagas

Le 15 mars 1858, le président José Tadeo Monagas est renversé par les conservateurs, et les leaders libéraux sont condamnés à l'exil. Le général Julián Castro est nommé à la présidence. C'est le début d'une guerre civile qui va durer cinq ans, connue sous le nom de "Guerre fédérale".

Cette guerre oppose les conservateurs (les grands propriétaires et les officiers supérieurs, qui sont au pouvoir et qui veulent garder leurs privilèges) aux fédéralistes, qui veulent instaurer un véritable gouvernement populaire. Elle commence en février 1859 et ne se termine qu'en 1863.

Le leader fédéraliste est le général Ezequiel Zamora – le rebelle de 1846 - qui est mortellemenrt blessé en 1860 et remplacé par Juan Crisóstomo Falcón. Les conservateurs, désorientés, proclament la dictature civile et militaire du vieux José Anatonio Páez, qui accède ainsi pour la troisième fois à la présidence, en pleine guerre civile. Finalement, la guerre prend fin avec la signature du traité de Coche, le 23 avril 1863 : c'est en pratique une victoire pour les fédéralistes, et Falcón est nommé à la présidence.

Plus militaire que politique, Falcón laisse le gouvernement aux mains de son ministre Antonio Guzmán Blanco, qui deviendra l'homme fort des deux décennies suivantes.

Mais Falcón et son successeur Bruzual sont en 1868 à leur tour victimes d'un coup d'État, organisé par le vieux José Tadeo Monagas, alors âgé de 83 ans. Il n'est plus question de partis politiques, car des deux côtés se retrouvent des conservateurs et des libéraux, des généraux mécontents, des opportunistes et des profiteurs.

Finalement, c'est Antonio Guzmán Blanco qui revient de l'étranger et occupe Caracas en avril 1870. Il occupera la présidence à trois reprises, de 1870 à 1877, de 1879 à 1884 et de 1886 à 1887. Il parvient à rétablir l'ordre et il entreprend la lourde tâche de moderniser le pays.



1911, F.P. n° 111
Antonio Guzmán Blanco



1970, P.A. n° 992
Antonio Guzmán Blanco (à gauche)

Guzmán Blanco avait fait élire son dauphin Francisco Linares Alcántara en 1877, mais celui-ci meurt fin 1878, et Guzmán Blanco reprend la présidence. Après ce deuxième mandat, il cède la présidence à Joaquín Crespo en 1884, mais dès 1886, Guzmán Blanco écarte celui-ci et se fait réélire pour un troisième mandat. Il se croit indispensable et tout permis, organisant une véritable glorification autour de sa personne. Il se retire finalement en 1887.

Guzmán Blanco choisit Juan Pablo Rojas Paúl comme son successeur en 1888. Celui-ci cherche sans succès à réconcilier les partisans de Guzmán Blanco et de Joaquín Crespo. Crespo est d'abord envoyé en exil, mais il parvient à revenir et à s'emparer de la présidence en 1892. Il occupe ce poste jusqu'en 1898, et trouve la mort dans les combats devenus classiques, qui accompagnent chaque passation de pouvoir.



1988, n° 1432
Juan Pablo Rojas Paúl, président de 1888 à 1892



1892, F.P. n° 48
Surcharge annonçant la reprise du pouvoir par Crespo

Finalement, en 1899, Cipriano Castro prend le pouvoir après la “Révolution libérale restauratrice”. Il parvient à mettre fin aux insurrections chroniques de caudillos locaux, renforce les pouvoirs de l’exécutif et accentue la centralisation institutionnelle. Il suit une ligne fortement anti-impérialiste contre les grandes puissances étrangères, en refusant de payer les énormes dettes que le pays a contractées dans le passé. Ce refus engendre un blocus naval de la part de ces puissances, qui est désastreux pour l’économie.



1905, n°s 117/119
Le président Cipriano Castro

Profitant d’un voyage de Castro en Europe à la fin de 1908, son vice-président Juan Vicente Gómez perpètre un coup d’État, et prend le pouvoir. Il occupera la présidence pratiquement sans interruption jusqu’en 1935. Les rares personnages qui s’intercalent ne sont que des marionnettes entre ses mains.

C’est la plus longue dictature de l’histoire vénézuélienne. La découverte en 1914 et l'exploitation d'importants gisements de pétrole dotent le Venezuela d'une source considérable de richesses, ce qui permet à l'État de rembourser la dette extérieure du pays et donne à Gómez la possibilité d’effectuer de grands travaux d’infrastructure.



1928, n° 157
“25 ans de paix”. Effigie de Juan Vicente Gómez

Les deux successeurs de Gómez à la présidence, après la mort de celui-ci en 1935, sont Eleazar López Contreras (1935-1941) et Isaías Medina Angarita (1941-1945).

Tous deux s'efforcent de restaurer la démocratie au Venezuela, en libérant les prisonniers politiques et en rétablissant les garanties constitutionnelles. Pour Contreras, c'est plutôt ambigu, car il effectue en même temps une véritable purge dans l'administration, y évinçant systématiquement les fonctionnaires qui étaient favorables à l'ancien président Gómez et accentuant à la fin de son mandat sa politique répressive.

Par contre, Medina Angarita est un vrai démocrate, qui essaie d'introduire une véritable gestion démocratique au Venezuela, mais il se heurte à deux grands obstacles : la crise économique et la deuxième guerre mondiale. Il rend de grands services aux Alliés en leur garantissant un approvisionnement régulier en pétrole. Medina Angarita est secondé par un excellent ministre des relations extérieures, Caracciolo Parra Pérez.

Les élections pour la succession de Medina Angarita auraient dû se tenir en 1945, mais un coup d'État, perpétré le 18 octobre 1945 par une alliance entre les militaires et les membres du parti *Acción Democrática* met un terme prématuré à la présidence de Medina Angarita.



1946, n° 260



1946, P.A. n°s 214/217
Premier anniversaire de la révolution d'octobre 1945

Acción Democrática (AD) est un parti socialiste, soutenant le nationalisme, le progressisme et l'anti-impérialisme. Une junte de gouvernement (*Junta Révolucionaria de Gobierno*, ou J.R.G.) est provisoirement mise en place. L'homme fort est le président de l'AD, Rómulo Betancourt.





1946, n° 261 & P.A. n°s 218/222
Timbres surchargés "J.R.G." (Junta Révolucionaria de Gobierno)



1986, n°s 1230/1239
Le président Rómulo Betancourt

Betancourt accède à la présidence, et fait voter une nouvelle constitution en 1947, établissant le suffrage universel, garantissant les droits des citoyens et la libre expression des partis politiques. Il modernise le pays avec des lois du travail, des campagnes sanitaires et d'importantes réformes économiques.



1948, n°s 279/280
La constitution de 1947

Malheureusement, pour atteindre ces objectifs, l'AD exerce un véritable monopole sur les charges publiques et gouvernementales, créant une nouvelle opposition, soutenue par la presse et par l' Église. Lorsque les militaires se joignent aux mécontents, la situation devient intenable pour le successeur de Betancourt, l'écrivain Rómulo Gallegos, qui doit quitter la présidence fin 1948 et est expulsé du pays.



1964, n°s 699/701 & P.A. n°s 810/812
Rómulo Gallegos



1984, n° 1161 et 1985, n° 1163 & 1166/1167
Rómulo Gallegos

Le coup d'État du 18 octobre 1948 est l'oeuvre de militaires, qui constituent une junte formée de Carlos Delgado Chalbaud, Marcos Pérez Jiménez et Luis Felipe Llovera Páez. Cette junte est relativement bien acceptée, car initialement, elle ne se montre pas trop répressive, malgré l'arrestation ou l'exil des principaux dirigeants de l'AD.

Mais Chalbaud, le chef de la junte, est assassiné le 13 novembre 1950. Bien que cela n'ait jamais été reconnu ni prouvé, l'on soupçonne le second, Marcos Pérez Jiménez, d'être l'instigateur de ce meurtre. Jiménez, devenu l'homme fort du régime, et sûr de sa victoire, organise des élections en 1952, qui donnent cependant la majorité à un nouveau parti, l'URD (*Unión Republicana Democrática*), un parti du centre qui regroupe tous les mécontents. Jiménez annule les élections et se proclame dictateur. Il garde le pouvoir jusqu'en 1958, gouvernant d'une main de fer.

Le 23 janvier 1958, il est renversé à son tour, la démocratie est restaurée, et les trois principaux partis politiques, l'URD, la COPEI et l'AD qui renaît de ses cendres, signent le 31 octobre 1958 le pacte de Punto Fijo, promettant de ne pas se combattre, d'inclure des membres des autres partis signataires dans le gouvernement et l'administration, et de soigner pour une alternance du pouvoir entre ces partis.



1983, n° 1122
25e anniversaire du 23 janvier 1958, fin de la dictature au Venezuela

Cette alternance a bien fonctionné de 1958 à 1988, avec comme présidents successifs Rómulo Betancourt revenu d'exil (AD, 1959-1964), Raúl Leoni (AD, 1964-1969), Rafael Caldera (COPEI, 1969-1974), Carlos Andrés Pérez (AD, 1974-1979), Luís Herrera Campíns (COPEI, 1979-1984) et Jaime Lusinchi (AD, 1984-1989). Le développement se construit autour des bénéfices de l'exploitation du pétrole vénézuélien, aidant à l'industrialisation du pays.



1989, n° 1444
Le président Raúl Leoni

Betancourt fait voter une nouvelle constitution en 1961 et organise une grande réforme agraire qui donne à 200 000 familles des terres provenant de l'expropriation des grands propriétaires terriens.



1971, P.A. n° 1021



1982, n° 1102

10e et 20e anniversaire de la promulgation de la nouvelle constitution en 1961



1982, n° 1103
20e anniversaire de la réforme agraire

À la fin des années 1980, la situation économique se dégrade (inflation, envol des importations, endettement, la manne pétrolière étant absorbée en grande partie par la machine bureaucratique de l'État). Cette crise économique s'accompagne d'une crise financière et sociale, avec la hausse des prix et une dévaluation de fait.

Carlos Andrés Pérez, dont le deuxième mandat présidentiel commence en 1989, doit faire face à de véritables émeutes populaires, brutalement réprimées. Il est mis à l'écart en 1993, et après quelques personnages intérimaires, Rafael Caldera exerce son deuxième mandat de 1994 à 1999, à la tête d'un gouvernement "d'union sacrée" qui a pour mission de résoudre la crise économique, financière et sociale.

Malgré tous ses efforts, le vieux Caldera – il a plus de 80 ans – ne parvient pas à résoudre la crise, et c'est ainsi que Hugo Chávez est élu à la présidence fin 1998.

Changeant radicalement la politique du pays, Chávez, homme de gauche par excellence, défend une politique nationaliste, anti-capitaliste et anti-impérialiste, se basant sur de larges couches de la population pauvre du pays. Il nomme son action la "Révolution bolivarienne", change le nom du pays qui devient la "République bolivarienne du Venezuela", et fait approuver une nouvelle constitution en 1999.

Régulièrement réélu et approuvé par referendum, il meurt le 5 mars 2013.



2014, n°s 1064/3055
Hugo Chávez



2013, n°s 3044/3053

Décès de Hugo Chávez, président du Venezuela de 1999 à 2013



2013, bloc 77
Décès de Hugo Chávez, président du Venezuela de 1999 à 2013

Le successeur de Chávez, Nicolás Maduro, se trouve de plus en plus confronté aux séquelles de la politique de son prédécesseur, et le Venezuela s'enfonce à nouveau dans la crise économique, financière et sociale.

IV. Annexe
Le conflit entre le Venezuela et la Guyane pour la région de l'Essequibo

La région de l'Essequibo est un territoire qui fait actuellement officiellement partie de la Guyane, mais qui est revendiqué par le Venezuela.

Cette région, d'une superficie de 159 500 km^2, est délimitée grosso modo par la rivière Cuyuni à l'ouest et la rivière Essequibo à l'est.

La Guyane, qui ne doute pas un instant que cette région fait partie de son territoire, a subdivisé la région en six provinces. Mais au Venezuela, le doute n'est également pas permis : il s'agit simplement de la province vénézuélienne *Guayana Esequiba*. Cependant, pour ne pas heurter l'opinion internationale, les documents officiels vénézuéliens mentionnent "Zona en Reclamación".



Carte géographique du Venezuela avec la région contestée en rose

La Guyane a été découverte en 1498, mais les premiers établissements européens furent l'oeuvre de Hollandais, qui s'y installèrent à partir de 1616. La souveraineté hollandaise sur la région fut formellement reconnue en 1648, par le traité de Münster.

L'administration de la Guyane incombait à la "*Nederlandse West-Indische Compagnie*" (= Compagnie hollandaise des Indes occidentales), qui appela le territoire *Essequibo*, d'après le cours d'eau le plus important de la région. Deux nouvelles colonies voisines furent fondées plus tard : Berbice en 1627 et Demerara en 1741.

Les colons hollandais y développèrent d'importantes plantations, mais durent de plus en plus faire appel, pour leur main-d'oeuvre, à des esclaves noirs importés d'Afrique.

À partir de 1746, les autorités hollandaises acceptèrent l'entrée de colons anglais, mais dès 1760, le nombre d'Anglais avait dépassé celui des Hollandais, et ces Anglais, bien qu'arrivés les derniers, cherchaient à imposer leur contrôle sur la région. Les Hollandais parvinrent encore à résister, avec l'aide de leurs alliés français, mais la Révolution française, suivie des guerres napoléoniennes, allait tout changer.

L'occupation des Pays-Bas par la France à partir de 1795 était pour les Britanniques le prétexte idéal pour occuper en 1796 les colonies hollandaises de la Guyane. Après un très bref retour des Hollandais en 1802, suite à une paix très éphémère entre la France et la Grande-Bretagne – un intermède de moins d'un an – les Anglais prirent définitivement le pouvoir en Guyane, et leur souveraineté sur la région fut confirmée en 1814 par la convention de Londres. Les trois colonies hollandaises Essequibo, Berbice et Demerara devinrent des colonies britanniques, qui furent réunies en 1831 sous le nom de Guyane britannique.



Guyane britannique, 1931, n°s 137/141
100e anniversaire de la fusion de Berbice, Essequibo et Demerara en Guyane britannique

Mais les événements se succédaient chez les voisins : au début du 19e siècle, la rébellion avait éclaté au Venezuela, qui était une possession espagnole. Les meneurs de cette rébellion étaient d'abord Francisco de Miranda, plus tard Simón Bolívar. L'indépendance du Venezuela fut proclamée le 5 juillet 1811, mais il fallut attendre 1821 pour voir la défaite définitive des Espagnols, après la bataille décisive de Carabobo le 24 juin 1821.

Le grand rêve de Simón Bolívar était de réunir les nations sudaméricaines dans une large fédération, avec les États-Unis d'Amérique comme exemple édifiant.

C'est avec cette ambition que fut d'abord créée la Grande Colombie, une entité qui regroupait les territoires actuels de la Colombie, du Venezuela et de l'Équateur, mais cet ensemble instable se disloqua déjà en 1830, et le Venezuela redevint un pays indépendant à part entière.



1969, n° 796
Les États-Unis de la "Grande Colombie"

Dès ce moment, les problèmes avec la Guyane britannique voisine allaient se succéder. De plus en plus de colons britanniques allèrent s'installer à l'ouest de la rivière Essequibo, au grand déplaisir des nouvelles autorités vénézuéliennes.

Au milieu du 19e siècle, la *British Royal Geographical Society* commanda une exploration détaillée de la région auprès de l'explorateur et naturaliste Robert Hermann Schomburgk. Cette exploration "neutre" avait également pour but de fixer définitivement les frontières entre le Venezuela et la Guyane britannique, et Schomburgk dessina ces frontières évidemment à l'avantage de la Grande-Bretagne : l'embouchure de l'Orénoque fut indiquée comme la frontière entre les deux pays, ce qui signifiait pour la Guyane britannique un énorme agrandissement de son territoire.

Mais le Venezuela continuait à considérer la rivière Essequibo comme sa frontière orientale, et cette divergence d'interprétation des frontières allait engendrer des conflits incessants entre les deux pays pendant tout le 19e siècle.

Le 4 juillet 1896, le Venezuela émit une série de cinq timbres, officiellement pour commémorer le 80e anniversaire de la mort de Francisco de Miranda, mais en fait surtout pour bien montrer avec une carte géographique que la frontière orientale du pays était bien la rivière Essequibo. La région contestée est d'ailleurs indiquée sur cette carte comme "Guayana Venezolana". Ce n'est qu'après une forte pression internationale que ces timbres furent retirés après quatre mois.



1896, n°s 54/58
Carte avec la mention "Guayana Venezolana"

Le Venezuela demanda en 1895 l'arbitrage des États-Unis, en s'appuyant sur la vieille doctrine Monroe : "America for the Americans". Finalement, après d'infinies chamailleries diplomatiques, un tribunal international d'arbitrage proposa un compromis qui était nettement à l'avantage des Britanniques : si le Venezuela recevait bien l'embouchure de l'Orénoque et quelques petites portions du territoire, la majeure partie de la région contestée fut attribuée par ce tribunal à la Grande-Bretagne. C'était "par hasard" la portion où étaient situées les mines d'or...

Le Venezuela, pays pauvre et sans influence, ne faisait pas le poids face à la riche et puissante Grande-Bretagne, et ne disposait que de déclarations verbales et de notes diplomatiques ronflantes pour faire valoir ses droits.

Entre 1930 et 1937, le Venezuela émit des timbres de poste aérienne avec une carte pour le moins ambiguë : la Guyane entière y était représentée comme une province vénézuélienne, sous le nom espagnol de “Guayana”, mais sans la mention “Venezolana”...



1930, P.A.n°s 1/16

L’entière “Guayana” présentée comme une province vénézuélienne

La Guyane avait de son côté, en tant que colonie britannique, aussi déjà émis des timbres représentant une carte du pays, dont toute la région de l'Essequibo faisait évidemment partie.



n° 189 (1954)



n° 164 (1938)



n° 206 (1964)

Mais des documents, découverts après la deuxième guerre mondiale, ont démontré sans le moindre doute que la décision du fameux tribunal international n'était rien d'autre qu'une énorme supercherie de la part des Anglais : des pots-de-vin très élevés avaient été versés aux membres de ce tribunal, pour les soudoyer et obtenir un vote favorable. Surtout les Russes s'étaient laissés corrompre. Ces révélations relancèrent bien sûr les revendications du Venezuela sur ce territoire, surtout après 1962.

Pendant ce temps, la Guyane britannique avait proclamé son indépendance le 26 mai 1966, mais cela ne changeait pas grand'chose : le Venezuela n'avait plus la Grande-Bretagne, mais la Guyane indépendante en face de lui.



1966, n° 235



1967, n° 277

L'indépendance de la Guyane

De longues négociations entre le Venezuela, la Grande-Bretagne et la Guyane eurent lieu dans une atmosphère détestable et n'apportèrent aucune solution. Tout au plus un traité, signé à Genève le 17 février 1966, où il était stipulé que les deux pays étaient d'accord pour rechercher une solution pacifique...

En 1965 et 1966, le Venezuela émit une série de trois timbres-poste, trois timbres de poste aérienne et deux blocs, pour souligner ses droits sur la région qu'il réclamait. Les timbres portent la mention "Reclamación de su Guayana", accompagnée de vieilles cartes géographiques qui tentent à démontrer que les revendications vénézuéliennes sont historiquement et légalement fondées. Sur les blocs s'ajoutent des textes avec des "arguments irréfutables"...

Nº 011179

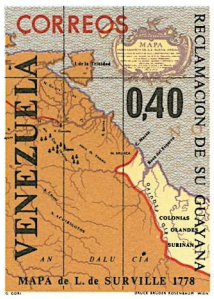
REPUBLICA DE VENEZUELA

MINISTERIO DE HACIENDA DIRECCIÓN DE LA RENTA INTERNA



MAPA DE AGUSTIN CODAZZI:
PARIS 1840

dedicado al Congreso Constituyente de Venezuela, con la frontera a lo largo del Río Esequibo, indicando que ya para esa fecha dos porciones de territorio habían sido usurpadas por los ingleses.



MAPA DE LUIS DE SURVILLE:
MADRID 1778

levantado de orden del Ministro don José de Gálvez, del Despacho Universal de Indias y publicado, a expensas del Rey de España, con la Historia de la Nueva Andalucía de Fray Antonio Caulín.

Nuestra Guayana hasta el Esequibo



MAPA DE J. M. RESTREPO:
PARIS 1827

publicado bajo el Gobierno de Simón Bolívar, Libertador Presidente de la Republica de Colombia, después de haberse formulado oficialmente el gobierno británico la siguiente declaración "Este bello y rico país se extiende por la Mar del Norte desde el Río Esequibo".

Bs 0,85

Brüder Rosenbaum, Wien

1966, bloc 11A
Vieilles cartes géographiques et textes pour démontrer les droits vénézuéliens
"Nuestra Guayana hasta el Esequibo"

Nº 000157

REPUBLICA DE VENEZUELA

MINISTERIO DE HACIENDA DIRECCIÓN DE LA RENTA INTERNA



MAPA DE J. CRUZ CANO Y OLMEDILLA:

MADRID 1775

reimpreso por el Generalísimo Francisco de Miranda en Londres (1779) con el patrocinio del gobierno británico.



MAPA DE LA EMISION DE ESTAMPILLAS DE

CARACAS 1896

En el momento álgido de la controversia de límites con Guayana Británica, se dispuso reproducir este mapa con las diversas líneas de frontera que habían sido propuestas, y con la reclamación venezolana hasta el Río Esequibo.

Nuestra Guayana hasta el Esequibo



MAPA DEL MINISTERIO DE RELACIONES EXTERIORES:

CARACAS 1964

Expresa los sucesivos avances británicos sobre el territorio venezolano hasta cerca de Upata. El llamado laudo de 1899 otorgó a Gran Bretaña más de 137.000 kms que ésta había reconocido a Venezuela hasta 1840.

Bs 1,65

Brüder Rosenbaum, Wien

1966, bloc 11B

Vieilles cartes géographiques et textes pour démontrer les droits vénézuéliens

“Nuestra Guayana hasta el Esequibo“



1965, n°s 728/730 & P.A. n°s 863/865
Vieilles cartes géographiques pour démontrer les droits vénézuéliens

Ce n'est qu'en 1970 que les deux pays signèrent un accord, qui "gelait" le contentieux pour 12 ans. Mais déjà en 1981, le Venezuela refusait de prolonger cet accord, qui était en fait plus un simple cessez-le-feu qu'une véritable convention. La situation escalada de nouveau, et l'on était à deux doigts de la guerre, quand le Venezuela céda, surtout par peur de la réaction du grand voisin brésilien. Le litige fut de nouveau porté devant les Nations-Unies, où il est encore toujours "dormant".

C'est pour cette raison que le Venezuela se borne actuellement à indiquer "Zona en Reclamación", sur tous les timbres représentant une carte géographique émis depuis lors.



P.A. n° 993 (1970)



n° 1090 (1981)



n° 904 (1973)

Mais la Guyane ne restait pas inactive non plus : surtout en 1981 et 1982, ils émirent d'innombrables timbres, soulignant leurs droits sur la région de l'Essequibo : il s'agit de timbres-poste, de timbres-taxe et de carnets, où des surcharges très peu esthétiques apportent le message "Essequibo is ours".



n° 690 (1982)



n° 628 (1981)



n° 691 (1982)

Surcharge "Essequibo is ours"



1981, n°s 606/610

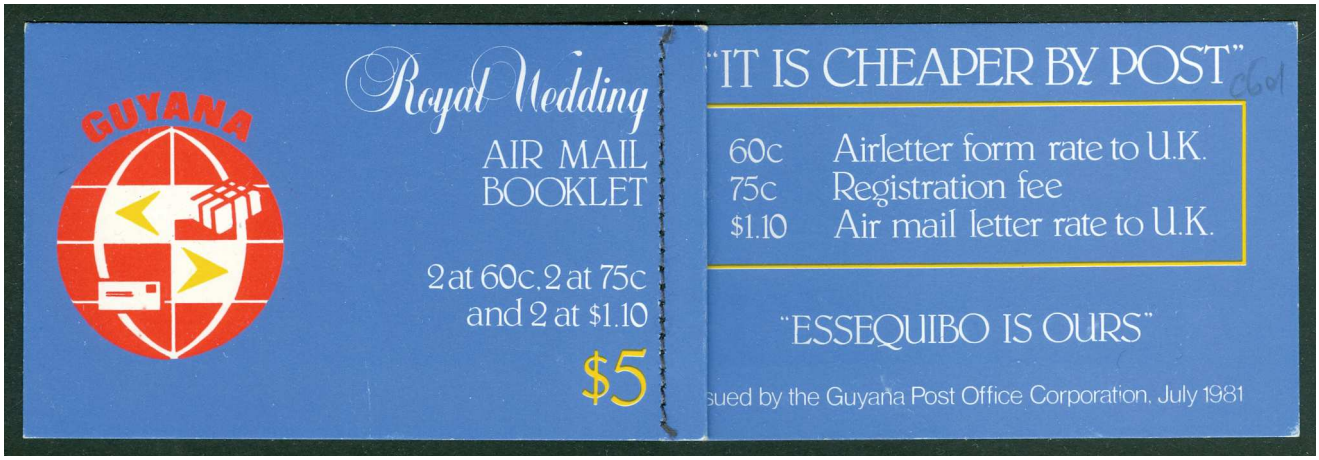
Surcharge "Essequibo is ours" sur des timbres fiscaux employés comme timbres-poste





1982, n°s 790/826 (cat. Michel)

Surcharge "Essequibo is ours" sur des timbres fiscaux employés comme timbres-poste



1981, carnet C601

Le texte "Essequibo is ours sur la couverture du carnet



Michel n° 917 (1983)



Michel n° 1309 (1985)



Michel n° 1310 (1985)



Michel n°s A 632/I 632 des timbres-taxe
Surcharge "Essequibo is ours" sur des timbres-taxe

Bibliographie

- Frédérique Langue, *Histoire du Venezuela de la conquête à nos jours*, éd. L'Harmattan, Paris, 1999

- Jean-Pierre Minaudier*, Histoire de la Colombie de la conquête à nos jours,* éd. L'Harmattan, Paris, 1992.

- Gilette Saurat, *Bolívar le Libertador*, éd. Jean-Claude Lattès, Paris, 1979.

- Guy Coutant, *Les cartes géographiques sur timbres comme moyens de propagande.*

- Guy Coutant, dans la série *Histoire et Philatélie* : *La Colombie*

- Et bien sûr les inépuisables ressources d'internet, en premier lieu *Wikipedia*.





1963, n° 678 & P.A. n° 789
Drapeau et armes du Venezuela